# OPINION

Du nouveau Munich à une Fédération européenne !

Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

Le discours du vice-président américain Vance au Forum de Munich sur la sécurité, le 14 février 2025, a confirmé que MM. Trump et Vance pensent, comme tous les présidents américains depuis 1949, qu'il est important que l'Europe « fasse un grand pas en avant pour assurer sa propre défense ». C’est également mon avis.

En revanche, M. Vance a innové, en suggérant que la principale menace pour l'Europe se trouve « à l'intérieur » et en dénonçant des violations démocratiques présumées à travers l'Europe, des discours de haine et des mauvais traitements présumés infligés au parti d'extrême droite Alternative für (pour) Deutschland (l'Allemagne), l’AfD. Ces propos ont manifestement choqué de nombreux participants. M. Trump, qui n'était pas à Munich, a approuvé M. Vance, mais son attaque contre la démocratie a sapé les relations transatlantiques.[[1]](#footnote-1)

Les craintes de M. Vance n’ont nullement empêché les électeurs allemands, le 23 février 2025, d’accorder 20,8 % de leurs suffrages à l’AfD, en hause de10,1 %, et première dans les cinq Länder de l’Est, mais les partis CDU et CSU ont obtenu 28,5 %, en progrès, modeste, de 4,4 %. Le SPD, conduit par le calamiteux chancelier Scholz a réalisé le plus mauvais score de son histoire : 16,5 %, une chute de 9,2 %, les décevants Grünen n’ont eu que 11,9 %, en baisse de 2,8 %. Die Linke, que l’on disait en phase terminale, s’est trouvé une nouvelle porte-parole de qualité à qui il doit son score : 8,7 % des votes, en progrès de 3,8 %. Bündnis Sarah Wagenknecht, qui repose sur les épaules d’une personne, n’a pu convaincre, n’a eu que 4,97 % et n’a donc pas d’élu, sauf décision contraire de la Justice. Les navrants libéraux du FDP, avec 4,3 %, perdent 7,1 % et ne sont pas seulement sanctionnés : ils sont éliminés de la vie politique du Bund pour une législature. La prochaine majorité devrait additionner les 208 sièges de la CDU-CSU et les 120 du SPD, ce qui sera insuffisant pour modifier la constitution et supprimer le frein à la dette qu’espère le chef de file CDU et CSU, pour relancer l’économie et reconstituer la Bundeswehr.

Ce résultat somme toute nuancé rend assez dérisoire les propos de M. Vance à Munich, mais son attaque contre les valeurs chères aux alliés de l'Amérique et l’attitude de l’administration Trump face à l’Ukraine ont suscité une vive réaction des dirigeants européens réunis à Paris.[[2]](#footnote-2) Ce groupe hétéroclite n'a malheureusement pas plus su ouvrir la voie à un embryon de défense européenne que les réunions du Conseil européen du 3 février ou du 6 mars. Il a seulement pu constater combien peu nombreux sont les soldats européens susceptibles d’être envoyés en Ukraine, soit de l'ordre de 25 à 30.000, dont dix mille Français et dix mille Britanniques, ce qui correspond au maximum de force projetable immédiatement européenne estimé par M. Hollande en 2013.

C’est très en retrait par rapport aux ambitions affichées par le Conseil européen à Helsinki en 1999 décembre 1999 : une capacité autonome de défense de 50.000 à 60.000 hommes, disponible dans un délai de 60 jours et pendant un an au moins, capable d’effectuer les missions de Petersberg ; il décide de faire de l’Eurocorps un *Rapid Reaction Force Headquarter*. A la fin du mois, Poutine a assuré les fonctions de président de la fédération de Russie par intérim. Il se souvient parfaitement que jamais les dirigeants européens n’ont concrétisé cette déclaration d’intention.

Les dirigeants européens ne savent aujourd’hui même pas s’accorder sur l'exemption des dépenses militaires des contraintes du pacte de stabilité, alors qu’ils disent vouloir que nous passions en « économie de guerre », mais ne passent pas des paroles aux actes. Ils n’arrivent même pas à s’accorder sur une politique d’acquisition cohérente, certains se fournissant de préférence auprès de l'industrie américaines, tandis que d'autres voudraient jeter les bases de l'autonomie stratégique européenne.

Le 27 août 2011, dans un interview au magazine *Der Spiegel*, la ministre allemande du Travail, Mme von der Leyen, a appelé à un développement de l'Union politique en Europe. « Mon objectif est de créer des États-Unis d'Europe - sur le modèle des États fédéraux suisse, allemand ou américain », a-t-elle déclaré, car une monnaie commune ne suffit pas pour s'imposer dans la concurrence mondiale ; pour cela, il faut une Union politique.[[3]](#footnote-3) Manifestement, après cette déclaration, Mme Merkel lui a lavé le cerveau, car Mme von der Leyen n’est plus fédéraliste.

Aujourd’hui présidente de la Commission européenne, elle ne veut pas d'une défense commune, elle propose d'utiliser la *clause dérogatoire* nationale de l'art. 26 du Pacte de stabilité pour aider les États à faire passer leurs budgets de dépense, sans même insister sur la nécessité d'achats en commun, d'intégrations ou d'uniformisation de la production pour réduire un peu le gaspillage.

Les dirigeants européens parlent de défense européenne, mais ne s’entendent pas sur la question de savoir s’ils préconisent une organisation supranationale limitée et le maintien des armées nationales ou une armée unique du type *Bundeswehr*. Ils n’abordent même pas la question de la mise en place préalable, dans l’un et l’autre cas, de l’indispensable puissance publique européenne.

Heureusement, au sein du Parlement européen, certains commencent à prendre conscience de ces problèmes. Pas moins de 42 eurodéputés ont cosigné une Tribune parue le 5 mars dans *Libération*, intitulée *L’Europe doit prendre sa défense en main, sans dépendance étrangère*.[[4]](#footnote-4) Ce texte collectif a le mérite d’affirmer notamment : « Dépenser plus pour acheter des armes ne suffit pas : encore faut-il que cet argent garantisse une autonomie stratégique » et « il manque une volonté politique claire et assumée ».

Ce soutien à notre base industrielle de défense, qui devrait effectivement disposer des moyens qui lui permettraient de nous rendre autonomes, doit être salué. Toutefois, pour qu'une politique industrielle de défense soit pertinente, il faut préalablement définir une politique de défense, ce qui nécessite un État européen. La chaîne de commandement d’un système collectif de défense repose toujours sur un État. Or, l'Union n'est qu'une association d'États, qui presque tous s'en remettent à l’OTAN pour leur défense. Depuis 1949, les Alliés européens admettent qu’au sommet de la chaîne de commandement de l'OTAN se trouve le Président des États-Unis d’Amérique. C'est lui, le chef des armées de l’OTAN.

Leur statut de protégés a conduit les États européens à répondre positivement aux Américains lorsqu’ils ont invoqué l’article 5 du Traité de l’Atlantique Nord après les attentats du 11 septembre 2001, alors que ceux-ci avaient refusé d'intervenir aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne, lors de la crise de Suez en 1956. Certains craignent un nouveau refus au cas où un État européen de plus serait agressé, ce qui renforce le souhait d'une autonomie stratégique plus forte.

L’Europe devrait pour ce faire disposer de capacités militaires suffisantes pour dissuader tout agresseur et maîtriser la chaîne de production de matériel de guerre, y compris les pièces détachées et les munitions, pour assurer la sécurité d'approvisionnement. Cependant, la défense n’est pas qu’un ensemble de systèmes d’armes, la dissuasion non plus. Pour dissuader, il faut persuader l'agresseur potentiel que l’on va riposter d'une manière dévastatrice en cas d'attaque. Or, celui-ci sait que pour prendre la responsabilité de l’usage de la force, un décideur européen doit être légitime car démocratiquement élu.

Déjà au début des années 2000, Poutine ne croyait pas que le président Chirac allait risquer Lyon, Bordeaux ou Marseille pour protéger Tallin, Riga ou Vilnius. Il estimait que la dissuasion française ne pouvait servir qu'à sanctuariser l'hexagone. Nous ne voyons pas ce qui aurait pu entre-temps le faire changer d'avis. Il manque à l’Europe ce qui est essentiel : l'unité de commandement politico-militaire. Comme l'avait constaté Henry Kissinger au début des années 1970, on ne sait pas quel n° de téléphone appeler en Europe.

Sur les 1,5 millions de soldats européens d'active, seuls 20,000 peuvent sur court préavis être déployés en opérations de haute intensité, mais avec des munitions seulement pour quelques jours. Seuls 300.000 pourraient en quelques mois être équipés et entraînés pour offrir une certaine résistance, mais pour combien de temps ? Les Ukrainiens, qui sont dix fois moins nombreux que les Européens, tiennent depuis onze ans, et résistent depuis trois années à des attaques de haute intensité, grâce à une force opérationnelle de 600 à 700.000 soldats, qui serait bien moins efficace si elle n’avait pas un commandant politico-militaire unique mais un conseil des oblasts. L’Europe dispose d’une trentaine de commandants politico-militaires., qui garantissent l’inefficience de nos plantureuses dépenses de défense.

Il est grand temps qu'advienne la fédération annoncée le 9 mai 1950 par Robert Schuman. Elle seule pourrait assurer notre sécurité et notre défense, à un coût raisonnable.

Les dirigeants de l’Union européenne et des États membres n'en prennent pas le chemin, les réunions à géométrie variable de ces dernières semaines le montrent à suffisance. Certaines étaient d’ailleurs informelles, d’autres non, comme le Conseil européen du 6 mars. La lecture de ses conclusions est éclairante ; il a souligné, s'est félicité, a pris acte, invité, identifié la première liste de domaines d'action prioritaires, rappelé que l'OTAN reste le fondement de la défense collective, constaté que le Conseil n'est pas unanime et décidé – tout de même - de revenir sur cette question lors de ses réunions du 20 mars et de juin. Le Conseil européen est donc incapable de dissuader quelque candidat agresseur que ce soit.

Les 42 eurodéputés ont raison : ce qui manque, c’est effectivement une volonté politique claire et assumée. Nous espérons vivement qu’ils interviendront auprès de quelques chefs de gouvernements de petits États pour qu'ils lancent, sur le modèle des zones Schengen et euro, le processus fédératif de l'Europe, car nos quelques puissances moyennes en sont toujours à tenter de se faire reconnaître comme le seul leader de l'Europe.

1. Voir Tim Martin, " German Chancellor’s pushback at Vance brings US-Euro tensions into the public at Munich” in *Breaking Defense*, <https://breakingdefense.com/2025/02/german-chancellors-pushback-at-vance-brings-us-euro-tensions-into-the-public-at-munich/?utm_medium=email&_hsenc=p2ANqtz-_0jJVlS0poq-ZFWVBsYrkToh5YdXPubcwasRFRduayfefzizA1mh2ItJsBqeysTcRVzlqYC6PueNr_kCJMjnryeZ1hIw&_hsmi=347608498&utm_content=347608498&utm_source=hs_email>, 15/2/2025. [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir sn, " Guerre en Ukraine. Après la “trahison de Trump”, les Européens préparent un “sommet d’urgence” à Paris " in *Courrier international*, <https://www.courrierinternational.com/article/guerre-en-ukraine-apres-la-trahison-de-trump-les-europeens-preparent-un-sommet-d-urgence-a-paris_227771>, 16/2/2025. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir sn, "Von der Leyen fordert die Vereinigten Staaten von Europa" in *Der Spiegel*, <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/schuldenkrise-von-der-leyen-fordert-die-vereinigten-staaten-von-europa-a-782879.html>, 27/08/2011. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir sn, « *L’Europe doit prendre sa défense en main, sans dépendance étrangère* » in *Libération*, <https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/leurope-doit-prendre-sa-defense-en-main-sans-dependance-etrangere-20250305_KWR36H2RXRE5PJFO6OZMN4UR5Y/>, 5/3/2025. [↑](#footnote-ref-4)